

Sommet de la Francophonie: un élan pour l'éducation aux médias

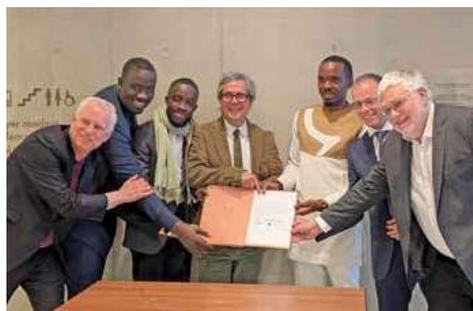
La plupart d'entre nous n'attendent rien de ces rencontres internationales comme le Sommet de la Francophonie. Mais cette année, le domaine de l'éducation et de la pédagogie avait beaucoup à attendre de la 19^e édition, qui s'est tenue les 4 et 5 octobre 2024. Voici pourquoi.

L'Appel de Villers-Cotterêts pour un espace numérique intègre et de confiance dans l'espace francophone a été préparé depuis des mois. Il sonne comme un appel à la responsabilité sociétale des plateformes numériques. Celles-ci sont notamment invitées à «mettre en place des mesures propres à assurer un haut niveau de confidentialité, de sûreté et de sécurité aux mineurs qui utilisent leurs services». Les 88 États et gouvernements membres de l'Organisation internationale de la Francophonie jugent essentiel de s'engager pour:

- lutter contre les fractures numériques et pour l'inclusion;
- protéger les droits fondamentaux;
- promouvoir le pluralisme des courants de pensée et d'opinion;
- maintenir l'intégrité des processus électoraux;
- promouvoir et protéger le droit à bénéficier d'une information fiable et de qualité;
- contribuer activement au renforcement de la littératie numérique et de la formation aux métiers du numérique, en particulier des jeunes et des femmes.

C'est à ces deux derniers titres que le secrétariat général de la Conférence intercantonale de l'instruction publique et de la culture de la Suisse romande et du Tessin (CIIP) a été invité à se joindre à la création du Réseau francophone de l'éducation aux médias et à l'information (REFEMI). Cela fait exactement vingt ans que cet organisme met sur pied la Semaine des médias à l'école en Suisse romande et gère le site de ressources pédagogiques e-media.ch. Il s'associe désormais à six pays et six entités qui poursuivent les mêmes ambitions:

- Belgique / Conseil Supérieur de l'éducation aux médias de la Fédération Wallonie-Bruxelles (CSEM);



- Cameroun / Association Camerounaise d'éducation aux médias (EDUK-MEDIA);
- Côte d'Ivoire / Les Bénévoles de l'EMI;
- France / Centre pour l'éducation aux médias et à l'information (CLEMI);
- Québec / Centre québécois d'éducation aux médias et à l'information (CQÉMI);
- Sénégal / Association Polaris.

Le REFEMI a pour ambition de contribuer au développement de l'esprit critique et de l'engagement citoyen par le renforcement de l'éducation aux médias et à l'information. Au service de tous les acteurs de l'éducation et de la citoyenneté, il forme un réseau de coopération et de promotion des échanges d'expériences et de bonnes pratiques dans l'espace francophone.

Texte complet de l'Appel de Villers-Cotterêts pour un espace numérique intègre et de confiance dans l'espace francophone :



Critères de qualité Réseau d'écoles21

Pour trouver des réponses...

... il faut commencer par se poser les bonnes questions

La mise en œuvre de la promotion de la santé et de l'éducation en vue d'un développement durable (EDD) est un défi pour les écoles. Lorsqu'une école souhaite intégrer progressivement ces thèmes globaux dans la vie de l'établissement, des questions se posent: comment favoriser un bon climat scolaire? Comment organiser l'école pour qu'elle soit respectueuse de l'environnement, favorable à la santé et économiquement viable? Comment collaborer avec des partenaires externes? Les «Critères de qualité pour une école en santé et durable» soutiennent les directions d'écoles et les enseignant-es dans ce processus en les aidant à se poser les bonnes questions. Ils permettent d'évaluer la situation existante, d'établir des priorités et de planifier les mesures pertinentes.

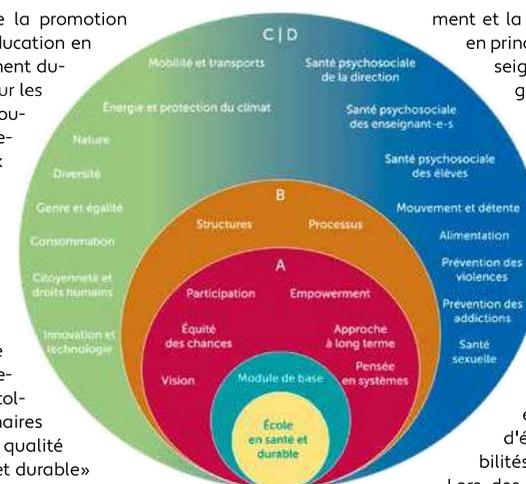
La mise en œuvre de la promotion de la santé et de l'éducation en vue d'un développement durable (EDD) est un défi pour les écoles. Lorsqu'une école souhaite intégrer progressivement ces thèmes globaux dans la vie de l'établissement, des questions se posent: comment favoriser un bon climat scolaire? Comment organiser l'école pour qu'elle soit respectueuse de l'environnement, favorable à la santé et économiquement viable? Comment collaborer avec des partenaires externes? Les «Critères de qualité pour une école en santé et durable» soutiennent les directions d'écoles et les enseignant-es dans ce processus en les aidant à se poser les bonnes questions. Ils permettent d'évaluer la situation existante, d'établir des priorités et de planifier les mesures pertinentes.

La mise en œuvre de la promotion de la santé et de l'éducation en vue d'un développement durable (EDD) est un défi pour les écoles. Lorsqu'une école souhaite intégrer progressivement ces thèmes globaux dans la vie de l'établissement, des questions se posent: comment favoriser un bon climat scolaire? Comment organiser l'école pour qu'elle soit respectueuse de l'environnement, favorable à la santé et économiquement viable? Comment collaborer avec des partenaires externes? Les «Critères de qualité pour une école en santé et durable» soutiennent les directions d'écoles et les enseignant-es dans ce processus en les aidant à se poser les bonnes questions. Ils permettent d'évaluer la situation existante, d'établir des priorités et de planifier les mesures pertinentes.

Un large éventail de sujets

Les équipes scolaires peuvent utiliser les critères de qualité de manière autonome. Il est recommandé de commencer par le module de base. Ensuite, il est possible de choisir parmi 24 modules thématiques en fonction des besoins et des priorités. Ces modules couvrent les aspects organisationnels des écoles, reprennent des principes d'action ou des thèmes centraux de l'EDD.

La promotion de la santé fait partie de l'EDD. Huit modules spécifiques y sont consacrés et peuvent être sélectionnés suivant l'importance des questions liées à la santé psychosociale de la direction, des enseignant-es et des élèves, la prévention des violences et des addictions, la santé sexuelle, l'alimentation ou encore le mouve-



ment et la détente. Les indicateurs sont en principe divisés en deux axes: «Enseigner, apprendre et accompagner» et «L'école comme lieu d'apprentissage, de travail et de vie». Ainsi, la réflexion des équipes scolaires est menée dans le sens d'un développement global de l'école qui comprend enseignement et structure scolaire.

Une aide complète

L'instrument est à la libre disposition de toutes les écoles. Toutefois, les écoles membres du Réseau d'écoles21 bénéficient de possibilités de soutien supplémentaires.

Lors des manifestations, on constate toujours à quel point l'échange d'expériences et d'exemples réussis au sein du réseau est utile et encourage à entreprendre soi-même les premières démarches de mise en œuvre. Les écoles membres peuvent demander des aides financières pour des projets d'écoles à long terme.

Les critères de qualité servent également de cadre de référence aux coordinateurs et coordinatrices cantonaux. Grâce à leurs connaissances et à leur expérience, ils-elles peuvent accompagner et conseiller les écoles membres dans leur canton.

La prochaine occasion d'échanger avec les écoles membres aura lieu le 11 décembre à Fribourg: la Journée d'études annuelle se déroulera sous la devise «Comment allons-nous?». Outre les contributions d'expertes, de nombreux ateliers permettront de découvrir des offres concrètes orientées vers la pratique.



Bank
Banque
Banca

CLER

La banque CLER offre des conditions attrayantes aux affilié-es du SER

À découvrir sur: <https://www.cler.ch/fr/ser>

Les membres des associations et syndicats cantonaux d'enseignant(es) affilié(es) au SER bénéficient d'un rabais de 15 à 19% sur les assurances Generali.

Generali Assurances
T +41 800 881 882
partner.ch@generali.com
generali.ch/ser

